

Politique

Paru dans l' édition du lundi 24 septembre 2007

« La gauche favorise le conservatisme social »

Chercheur au Ceri-Sciences-Po, Zaki Laïdi a publié, avec Gérard Grunberg, *Sortir du pessimisme social* (éditions Telos-Hachette littérature, 236 pages, 19 €). : DR

Zaki Laïdi a coécrit un livre montrant le décalage entre la gauche et la nouvelle donne mondiale. La peur du changement retarde les adaptations. Interview.

Comment analysez-vous les réactions de la gauche aux orientations de Nicolas Sarkozy ?

Il faudrait distinguer selon les différentes mesures que le Président a annoncées ou mises en oeuvre. Certaines sont parfaitement critiquables d'un point de vue de gauche, comme le paquet fiscal clairement profitable aux catégories aisées. En revanche, sur les régimes spéciaux comme sur l'évolution de la condition des fonctionnaires, il n'y a pas lieu de crier au feu. Les mesures vont dans le bon sens.

Son attitude illustre-t-elle ce que vous décrivez comme une forme de corporatisme ?

Elle est gênée sur des réformes qu'elle n'a pu ou pas voulu faire quand elle était au pouvoir. Parce que ces réformes touchent des catégories sociales censées voter pour elle. Certaines réformes paraissent pourtant frappées au coin du bon sens : ne peut-on recruter des fonctionnaires et avoir une bonne fonction publique sans s'accrocher à un statut et en pratiquant, comme nombre de pays, le recours au contrat ordinaire ? L'armée le fait déjà. Les maires socialistes pratiquent depuis longtemps la concession de service public pour les transports sans que les personnels soient des fonctionnaires.

Le statut ne garantit-il pas l'égalité dans le recrutement des fonctionnaires ?

Il a parfois des effets pervers. Il serait préférable que les recrutements dans l'Administration ne se fassent plus forcément par concours, car cela permettrait d'éviter l'afflux de candidats surqualifiés pour des emplois moyennement qualifiés ou peu qualifiés. Quand un licencié de l'université se présente à un concours de facteur, il a toutes les chances d'évincer un candidat moins diplômé, mais peut-être plus qualifié. Une fois de plus l'égalité formelle peut cacher des inégalités réelles. Malheureusement, la gauche est encore très loin de cela.

La gauche n'est plus le parti du changement ?

La gauche s'affirme comme une force de transformation sociale ,mais le

changement l'inquiète. Son rapport au changement prend la forme d'un conservatisme social. Elle est là pour résister plutôt que transformer. Sa promesse est de rétablir, si elle est élue, ce que la droite ou le libéralisme au pouvoir aura détruit. En fait, faute de piloter le changement, elle l'acceptera par défaut. Mais la gauche doit sortir d'un jeu à somme nulle : il ne s'agit plus d'être tout pour ou tout contre un modèle. Et tout n'est pas à jeter dans le modèle français ; il s'agit de s'adapter.

Pourquoi ce langage est-il aussi étranger à certains leaders ou électeurs de gauche ?

C'est le produit d'un conformisme historique. Depuis 1905, il y a, au fond, deux courants : un socialisme municipal pragmatique qui a plutôt réussi et un parti plus figé. Les élites de terrain ont réglé des problèmes que le parti n'a pas su régler au niveau national. Mais elles ne se sont pas investies dans la direction du parti. Ségolène Royal a traduit une nouvelle volonté de dirigeants locaux d'accéder au pouvoir.

Alors que la conquête du pouvoir est, jusqu'ici, celle de l'État...

L'identité des Français s'est construite autour du rôle de l'État et nous sommes déroutés à l'idée qu'il ne puisse plus être le grand ordonnateur. Le discours de gauche a hérité de cette vision. Abandonnant toute critique de l'État dont les dysfonctionnements sont source d'inégalités, notamment à l'école, la gauche ramène tout au dérèglement libéral et fait de l'État son pôle de résistance. Sa vision réparatrice de l'ordre social induit conservatisme et pessimisme. L'alternance ne se fera qu'au prix d'une forte évolution de la gauche.

Recueilli par Didier EUGÈNE.